



Rencontre ministérielle Santé du G7

Communiqué de presse du W7
15 mai 2019

Rencontre ministérielle Santé du G7

A la veille de la rencontre des Ministres du G7 sur la santé, le mouvement Women 7 attend de la France et des autres Etats progressistes qu'ils tiennent une ligne ferme en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles.

Vendredi 10 mai, les Etats du G7 ont adopté une déclaration ministérielle pour faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une grande « cause mondiale ». Si l'on peut se réjouir de l'affichage d'un front commun du G7 sur ces questions, la clôture de la ministérielle avait un goût de semi-défaite. Caren Marks, Secrétaire d'État au Ministère allemand de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse, a dénoncé l'absence des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans la déclaration conjointe, faute de consensus. La veille, le mouvement W7, qui réunit une centaine d'organisation féministes du monde entier, avait remis ses recommandations aux ministres de l'égalité femmes-hommes du G7 et rappelé avec force l'importance de garantir l'accès à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'avortement sûr et légal. « *L'accès universel aux droits sexuels et reproductifs est la condition première de l'émancipation des femmes* », résume Catherine Giboin, Viceprésidente de Médecins du Monde.

Ces appels doivent être entendus par les Ministres de la Santé des pays du G7 qui se réunissent à Paris les 16 et 17 mai. C'est une question de droits humains fondamentaux, tout autant qu'un enjeu majeur de santé publique. Dans le monde, chaque année, 99 millions de grossesses ne sont pas voulues, dont plus de 80% sont directement liés à des besoins non satisfaits en contraception¹. La conséquence, ce sont 25 millions d'avortements non sécurisés pratiqués chaque année². Plus les lois sont restrictives, et plus les taux d'avortement non sécurisés sont élevés. « *Ce déni tue les femmes et bafoue leurs droits fondamentaux à décider de leur sexualité* », rappelle Véronique Séhier, Co-présidente du Planning Familial. Comment parler d'égalité des sexes en éludant volontairement la liberté à disposer de son corps ? Comment renforcer l'accès aux soins de santé primaires et réaliser les objectifs de développement durable sans intégrer les questions de santé sexuelle et reproductive ? Comment lutter contre les violences sexuelles et sexistes et contre le VIH/sida sans promouvoir une éducation complète à la sexualité ?

« *La France est doublement attendue sur ce sujet : d'abord, parce qu'elle a décidé de faire de l'égalité femmes-hommes une grande priorité de sa présidence du G7 et ensuite, parce qu'elle affirme défendre une diplomatie féministe* » explique Aurélie Gal-Régniez, Directrice exécutive d'Equipop. Forte de ce positionnement, la France n'avait pas hésité fin avril à dénoncer la position de l'administration Trump à l'ONU qui s'opposait à un projet de résolution sur le viol comme arme de guerre. « *Pour être cohérente la France doit tenir le même discours dans toutes les instances* ».



Le Président Macron avait annoncé vouloir des « résultats concrets » pour ce G7. En écartant les sujets qui fâchent, les chef-fe-s d'Etats risquent de passer à côté des vrais leviers de l'égalité femmes-hommes.

En tant que présidente du G7, la France a une responsabilité : éviter les compromis creux qui n'auront aucun impact réel sur la vie des femmes et des filles, voire un effet négatif ; et qui pourraient créer un précédent au sein du G7 en entérinant un standard de diplomatie féministe au rabais. Comme l'a justement souligné Dr. Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix et membre du Conseil consultatif du G7 sur l'égalité entre les femmes et les hommes : « *Quand on fait du vagin un tabou, ça permet de l'utiliser d'une mauvaise façon* ». Le mouvement W7 restera mobilisé et vigilant pour que le G7 protège et fasse avancer tous les droits des femmes et des filles, haut et fort.

Le Mouvement Women 7

Le Women 7 (W7) rassemble des organisations féministes des pays du G7 et du monde entier. Notre mission principale est de nous assurer que les pays du G7 prennent des engagements tant financiers que politiques en 2019 et au-delà, qui permettront d'avoir un impact concret et durable sur la vie des femmes et des filles partout dans le monde.

Contacts presse :

Lucie DANIEL, Experte plaidoyer, Equipop :

lucie.daniel@equipop.org | 01 85 08 05 20 | 06 76 83 44 84

Véronique Séhier, Co-présidente, Le Planning Familial :

veronique.sehier@planning-familial.org | 06 86 65 25 19

Insaf REZAGUI, Médecins du Monde :

insaf.rezagui@medecinsdumonde.net | 01 44 92 14 86 | 06 09 17 35 59



@women7official



www.feministscount.org



**Time passes by, inequalities remain.
Le temps passe, les inégalités persistent.**